

# Les chantiers du Grand Paris boostent l'offre de formation

- Le groupe NGE remporte un contrat avec la RATP d'un montant de 267 millions d'euros.
- Il va former près de 200 salariés aux travaux souterrains, une activité en pleine expansion.

## BTP

Laurence Albert  
@L\_Albert\_

Ne construit pas le métro automatique du Grand Paris Express qui veut. Le groupe de travaux publics NGE en a fait l'expérience. L'entreprise vient de remporter en tant que mandataire du groupement (Demathieu Bard, Implenia, Pizzarotti, Franki Foundations, Atlas Fondations) un marché lancé par la RATP de 267 millions d'euros pour la construction de quatre nouvelles stations de métro de la ligne 11, un tunnel de 3 kilomètres et trois ouvrages de ventilation. Un marché de six ans, important pour l'entreprise (7.500 salariés et 1,5 milliard de chiffre d'affaires) pour lequel elle a dû mettre sur pied tout un plan de formation. « Nous avons l'habitude du génie civil. En revanche, les travaux souterrains ne sont pas notre spécialité », explique Orso Vesperini, responsable du dossier Grand Paris. NGE s'est donc associé avec des entreprises italienne et suisse, Implenia et Pizzarotti, spécialistes, elles, de ce marché de « niche », qui vont dépêcher sur place du personnel pour former ceux de NGE et de ses partenaires.

### Savoir-faire spécifique

Au moins 200 des 450 salariés du chantier seront ainsi formés entre quelques semaines et plusieurs mois – selon le poste. Quatre-vingts d'entre eux, issus d'autres métiers des travaux publics, recevront même une formation plus poussée. « Les travaux du Grand Paris vont multiplier par dix le volume des travaux souterrains en France. Jusqu'à maintenant, les travaux souterrains étaient une niche de 307 millions d'euros par an. On va passer à 3 milliards jusqu'en 2025. Il faut donc redimensionner l'outil de travail pour répondre à cet enjeu, car, du fait de la pénurie de projets souterrains depuis vingt ans, le vivier de compagnons mineurs-boiseurs et d'ingénieurs spécialisés est trop faible », fait valoir Orso Vesperini.



Le Grand Paris (ici, lancement des travaux à la gare de Clamart) oblige, selon Orso Vesperini, responsable du dossier Grand Paris chez NGE, « à redimensionner l'outil de travail pour répondre à l'enjeu ». Photo RGA/RÉA

### Les chiffres clefs

**307**

MILLIONS D'EUROS  
Le montant annuel du marché des travaux souterrains en France.

**2**

MILLIONS D'EUROS  
La somme que NGE consacrera chaque année à la formation sur les chantiers du Grand Paris.

Certains métiers comme conducteur de tunnelier requièrent en effet un savoir-faire particulier. D'autres nécessitent un approfondissement des connaissances, par exemple sur la composition des sous-sols du Grand Paris. Pour remporter le marché, NGE a ainsi imaginé, avec une start-up, un procédé pour analyser et trier les matériaux en un temps record. Moyen de séduire la Société du Grand Paris et la RATP, exigeantes sur le recyclage. Reste à former les salariés à ce processus innovant. La formation sera donc ponctuée d'allers-retours sur le terrain et parfois même couronnée par une qualification. Objectif : permettre aux salariés d'être réemployés sur d'autres chantiers, parfois même avant la fin des travaux de la ligne 11. « Il y aura du turnover, de la mobilité interne et bien sûr de l'insertion puisque nous

« Les travaux du Grand Paris vont multiplier par dix le volume des travaux souterrains en France pendant vingt ans. »

ORSO VESPERINI  
Responsable du dossier Grand Paris chez NGE

allons signer de nombreux CDI. Nous avons des besoins : ceux qui font l'effort de s'intéresser et de se former ont ici de l'emploi pour vingt ans », assure Orso Vesperini.

Une stratégie mûrie de longue date par NGE, qui, pour recruter dans ce secteur en tension, a fait de la formation l'un de ses points forts, avec une « école » délivrant 110 formations, par laquelle sont passées 6.800 personnes en 2015, et un budget formation annuel de 8 à 10 millions d'euros. NGE a ainsi l'habitude de former à la fois ses propres salariés et ceux de ses entreprises partenaires – par exemple sur la LGV Tours-Bordeaux. A lui seul, le chantier du Grand Paris pèsera un quart de l'enveloppe annuelle dédiée aux formations, soit 2 millions d'euros. L'entreprise table sur 1.500 formations par an dans le domaine des travaux souterrains. Une expertise sur laquelle elle compte ensuite capitaliser, notamment pour conquérir les nombreux marchés existants à l'international. ■

## Les écoles de la CCI adaptent déjà leurs cursus

La CCI de Paris anticipe les besoins en formation générés par les chantiers du Grand Paris. Son campus des métiers des écoactivités monte en puissance.

Chantier prometteur cherche mineurs-boiseurs, terrassiers et géomètres topographes. Les besoins de main-d'œuvre générés par le futur Grand Paris sont à l'unisson du reste du chantier : aussi démesurés qu'inédits. Les entreprises vont devoir non seulement recruter, mais aussi former des milliers de salariés, à des métiers parfois presque disparus en France – tunnelier – ou au con-

traire en plein essor, comme ceux liés aux écoactivités et à l'économie circulaire. Un défi. « Les professions du BTP y sont prêtes, du moins au plan des effectifs disponibles. En revanche, il y a quelques métiers en tension, et donc des besoins de formation et d'adaptation », note Étienne Guyot, le délégué général de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, qui commence dès cette année à adapter les formations délivrées dans ses 24 écoles.

### Du CAP au master

Le campus écoactivité de la CCI, déjà fort de 1.500 étudiants et 4.000 adultes en formation continue, va ainsi monter en puissance avec la créa-

tion de nouveaux diplômés liés à l'énergie ou la fibre. Cet établissement, dispersé sur quatre campus, délivrera des formations allant du CAP au master à 2.500 étudiants et

5.000 adultes en 2019. Un essor indispensable selon la CCI, qui dit avoir constaté, sondage à l'appui, que la moitié des entreprises ont des besoins de formation dans les domaines liés à l'environnement.

« Le Grand Paris exige à la fois d'acquies des connaissances, mais aussi de faire preuve d'une plus grande agilité et d'acquies de nouvelles compétences pour travailler davantage en mode projet », note Étienne Guyot, qui s'attend à voir évoluer « les métiers liés à la maintenance du matériel roulant, ceux liés aux cabinets d'architectes et les prestations d'ingénierie ». Dans ce dernier domaine, l'Esiee, l'école d'ingénieur de la CCI, ouvre ainsi à la

rentrée prochaine deux diplômes d'ingénieur, option réseau et sécurité et génie industriel.

D'autres secteurs ne seront impactés que plus tard, comme ceux du numérique et de la restauration. La CCI anticipe déjà un afflux de demandes dans ses écoles de l'hôtellerie-restauration, regroupées sous la bannière Ferrandi. « Des commerces vont s'ouvrir autour des nouvelles gares, le tourisme va encore progresser. Il y aura forcément des besoins de recrutement et donc de formation dans les domaines de la vente et de l'hôtellerie-restauration », pronostique Étienne Guyot. Et encore davantage si Paris gagne les JO de 2024... — L. A.

## La Société du Grand Paris crée une académie

Pour répondre aux besoins, une plate-forme de formation sera créée avec la Fédération des travaux publics.

Marion Kindermans  
@MaKindermans

Pour doubler de taille le métro parisien, qui passera de 200 à 400 kilomètres, il faudra une main-d'œuvre compétente. La Société du Grand Paris (SGP) estime ses besoins à 15.000 emplois directs par an pendant toute la durée des travaux – jusqu'à 2030. Les deux tiers sont dans l'industrie de la construction et un tiers dans la réalisation des matériels roulants. Inspirée par le dispositif que Londres a mis en place pour la réalisation du réseau Crossrail, la SGP a annoncé fin janvier la création de l'Académie du Grand Paris.

Inspiré par Londres, la SGP a annoncé fin janvier la création de l'Académie du Grand Paris.

Avec un volet fort dédié à l'insertion professionnelle, le site pourra former des jeunes non diplômés et des demandeurs d'emploi de longue durée. Notamment aux métiers spécifiques de tunneliers et au génie civil des tunnels et des gares. « Nous en sommes toujours au stade des discussions avec les professionnels », précise Philippe Yvin, président du directoire de la SGP. Lorsque le projet sera défini avec la Fédération des travaux publics, la plate-forme devra ensuite être soumise à l'Etat et au Conseil régional d'Ile-de-France.

### Le Val-de-Marne en piste

Le Val-de-Marne s'est porté candidat pour accueillir ce centre dédié. Christian Favier, le président (PCF) du conseil général, a proposé fin janvier le site de Chérioux, à Vitry. Un éco-campus, qui doit accueillir un pôle de R&D, de la formation et des entreprises innovantes, doit y être érigé d'ici à 2018 sur un parc de 36 hectares. Le département est le premier concerné par les travaux. Le premier coup de pioche de la ligne 15 sud, qui marque le démarrage du Grand Paris Express, a eu lieu sur ses terres au début du mois.

Sur cette ligne, les besoins sont évalués entre 2.000 et 3.000 emplois. « Installer un site dans cette partie de l'Ile-de-France est assez logique. Mais, ensuite, il faudra peut-être plusieurs plates-formes dispersées sur le territoire en fonction des travaux », précise Philippe Yvin. ■